L'islamisme turc à l'épreuve du pouvoir municipal

Elise Massicard

▶ **To cite this version:**

Elise Massicard. L'islamisme turc à l'épreuve du pouvoir municipal : Production d'espaces, pratiques de gouvernement et gestion des sociétés locales. Critique Internationale, 2009, 1 (42), pp.21 - 38. 10.3917/crii.042.0021 . hal-03461790

HAL Id: hal-03461790

https://sciencespo.hal.science/hal-03461790

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'islamisme turc à l'épreuve du pouvoir municipal. Production d'espaces, pratiques de gouvernement et gestion des sociétés locales

par Élise Massicard

En 1973, pour la première fois dans l'histoire de la Turquie laïque, un parti islamiste, le Parti du salut national (Milli Selamet Partisi - MSP) a remporté les élections municipales dans une trentaine de villes. Le pouvoir demeurant inaccessible au niveau national en dehors de coalitions souvent bancales et de courte durée, du fait de leur poids électoral limité, les partis islamistes turcs ont dès lors accordé une place importante aux municipalités ; d'autant que, si la question de la participation au « système » constituait la pierre d'achoppement des controverses islamistes, l'engagement dans les affaires locales était plus décomplexé. Cette tendance s'est renforcée après le coup d'État de 1980 et parallèlement à l'ascension du Parti de la prospérité (Refah Partisi - RP). Pourtant, celui-ci n'a pas élaboré de programme municipal spécifique. C'est avec son slogan habituel, appelant à l'instauration d'un « ordre juste », qu'il est entré en campagne aux municipales de 1994 et

aux législatives de 1995. Ces deux scrutins, qu'il a remportés, ont révélé une forte augmentation ainsi qu'une urbanisation de son électorat : confiné auparavant aux commerçants et artisans des villes moyennes d'Anatolie centrale et orientale, le parti a fait une percée remarquable chez les migrants ainsi que dans les banlieues déshéritées des métropoles, et conquis les plus grandes villes du pays. Jusqu'en 2008[1], les partis islamistes sont parvenus à se maintenir au pouvoir au niveau municipal, alors même que leurs succès au niveau national (notamment aux législatives de 1995) se heurtaient à des mesures de rétorsion de la part des institutions : « coup d'État postmoderne » de février 1997[2] ; dissolution judiciaire du RP pour atteinte à la laïcité en 1998, puis de son successeur, le Parti de la vertu (Fazilet Partisi - FP), pour les mêmes raisons, en 2001. Deux partis ont succédé à ce dernier, le Parti de la félicité (Saadet Partisi - SP) et le Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkınma Partisi - AKP). Le premier, qui se veut l'héritier de la tradition islamiste, n'a pas dépassé les 5 % aux municipales de 2004, et n'a remporté aucune grande municipalité, tandis que le second, réformiste et qui refuse l'étiquette islamiste, a hérité de l'expérience et des positions municipales du FP. Après avoir confortablement remporté les législatives de 2002, l'AKP a obtenu encore plus de voix – plus de 40 % –, aux municipales de 2004, gagnant ainsi près de 70 % des mairies.

La précocité de ces expériences et leur longévité, phénomènes exceptionnels en Turquie, ont fait des municipalités un point d'ancrage fondamental du dispositif organisationnel islamiste, notamment durant la période d'ostracisme au niveau national des années 1997-2002. Pour un parti, quel qu'il soit, l'institution municipale donne en effet accès à diverses ressources (emplois, logements, aides sociales, rétributions du militantisme, prébendes diverses, possibilités de financement du parti par le biais de la passation de marchés publics...). C'est donc d'abord au niveau municipal que les partis islamistes se sont produits comme entreprises politiques visant à l'occupation de positions institutionnelles. C'est à ce niveau également qu'en l'absence d'expérience gouvernementale une solide élite s'est formée et professionnalisée, et a pu se parer d'une légitimité de gestionnaire[3]. L'AKP est en effet le parti de Turquie dans lequel les décideurs au niveau national ayant une première expérience

1. Cet article a été achevé en décembre 2008. Les prochaines élections municipales sont prévues pour mars 2009.

2. Un mémorandum de l'armée lança le processus qui allait aboutir à la démission du gouvernement dirigé par le leader du RP, Necmettin Erbakan.

3. À titre comparatif, voir Rémi Lefèvre, « Le socialisme français soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle. L'exemple de Roubaix (1892-1983) », *Revue française de science politique*, 54 (2), 2004, p. 237-260.

dans les mairies sont les plus nombreux – à commencer par l'actuel Premier ministre, Tayyıp Erdoğan, ancien maire RP d'Istanbul (1994-1999).

C'est donc avec un recul d'une quinzaine d'années de pratique islamiste du pouvoir municipal, dans des configurations partisanes et des situations politiques diverses (au gouvernement et dans l'opposition au niveau national), que l'on peut entamer l'analyse d'un phénomène auquel, jusqu'à présent, peu de recherches ont été consacrées. Au milieu des années 1990, les islamistes ont conquis les mairies sur un discours de rupture, en s'élevant contre un « système » décrit comme injuste, répressif et corrompu[4]. Le RP a d'ailleurs bénéficié des désillusions de l'électorat vis-à-vis des partis établis. L'accès des partis islamistes au pouvoir municipal s'est-il pour autant traduit par de nouveaux modes de gestion urbaine ? Les politiques impulsées par les municipalités islamistes présentent-elles des spécificités ? Si oui, lesquelles ? Et sont-elles vraiment liées à l'islam ? Cette entrée par les pratiques de pouvoir devrait nous permettre de nuancer la question du caractère islamiste ou non de l'AKP. On étudiera d'abord la place de l'islam dans les politiques urbaines des mairies islamistes ; ensuite, les nouvelles pratiques de gouvernement mises en place ; enfin, les coalitions sociales sur lesquelles s'appuient les mairies et les configurations de pouvoir locales qu'elles produisent.

La religion au cœur des politiques urbaines islamistes ?

L'arrivée d'équipes municipales islamistes a créé des opportunités de politique « symbolique », que l'on peut définir comme l'usage de la représentation pour maintenir ou transformer une relation de pouvoir[5]. Les premières mairies RP élues en 1989 se sont démarquées des équipes précédentes en manifestant sans cesse leur *ethos* militant par des gestes de rupture avec un « système » et des pratiques contestées. Certains maires ont tenté de remettre en question l'identité officielle, kémaliste et moderniste, en développant une rhétorique pétrie de références ottomanes et de sensibilité islamique aux accents parfois antilaïques et anti-occidentaux. Les mairies RP ont marqué les espaces urbains du sceau musulman : de nombreux monuments ottomans et seldjoukides ont été réhabilités ; les logos des municipalités d'Istanbul et d'Ankara ont été agrémentés de mosquées stylisées. De nombreux changements onomastiques, notamment en ce qui concerne les rues,

4. Sur les premières expériences des années 1973-1977, nous n'avons aucune source ; celles-ci sont peu nombreuses, anciennes et concernent de petites mairies. Cet article ne les aborde presque pas, mais se concentre sur les expériences d'après 1989 qui présentent une certaine continuité.

5. Murray Edelman, *Politics as a Symbolic Action*, Chicago, Markham, 1971.

ont fait entrer mystiques musulmans et grandes figures ottomanes dans le paysage urbain. Cependant, les initiatives remettant trop fortement en cause l'ordre républicain ont fait long feu : le projet d'ériger une mosquée monumentale sur la place Taksim, symbole de la République et de la « modernité », ou celui de reconvertir Sainte-Sophie (qui a un statut de musée) en mosquée, comme l'annonçait le programme du RP pour les législatives de 1991, ont été abandonnés[6]. De même, des réactions virulentes ont abouti à l'abandon du projet de rebaptiser l'une des principales artères de Rize du nom d'un député de la première Assemblée nationale, Ziya Hurşit, qui avait organisé une tentative d'assassinat à l'encontre de Mustafa Kemal en 1926, et qui fut pour cela jugé puis pendu[7]. Ces mesures symboliques peuvent sembler d'autant plus insignifiantes que les plus hardies n'ont pas vu le jour. Toutefois, parce qu'elles ont été nombreuses, elles ont contribué à modifier les représentations de la « normalité »[8] en rendant plus visibles des éléments culturels et religieux islamiques au détriment du projet républicain.

Une question de morale

Les islamistes turcs défendent l'idée d'une régénération morale de la société. Certains maires RP avaient tenté dans cette optique de promouvoir un changement des modes de vie. Pour ce parti, la moralisation impliquait un combat contre les « déviances » ; elle entraînait une focalisation répressive sur la drogue et s'est traduite par une volonté de réglementer la distribution et la consommation de tabac et surtout d'alcool. De nombreuses municipalités ont tenté de limiter la vente d'alcool, notamment en l'interdisant dans les restaurants liés aux mairies ou en restreignant la distribution de licences. En 1994, l'une des premières mesures du maire de l'arrondissement de Beyoğlu (Istanbul), réputé pour ses lieux de distraction, a été d'ordonner le retrait des tables en terrasse des bars et des restaurants. Officiellement, cette mesure devait éviter à ceux qui sont dans l'indigence de ressentir comme une provocation le spectacle de plaisirs auxquels ils n'avaient pas accès. En fait, elle avait pour but de limiter la visibilité de pratiques « répréhensibles ». Devant la menace émise par les patrons de ces établissements de ne plus payer les redevances, la mairie est revenue sur sa décision. Des résistances du même type

6. Jean-François Pérouse, « Le nouvel ordre urbain du Refah : urbanisation, gestion urbaine et urbanisme à Istanbul depuis mars 1994 », *Les Annales de l'autre islam*, 6, 1999, p. 283-284.
7. Uğur Akıncı, « The Welfare Party's Municipal Track Record: Evaluating Islamist Municipal Activism in Turkey », *Middle East Journal*, 53 (1), hiver 1999, p. 83-84.
8. Nicole Watts, « Activists in Office: Pro-Kurdish Contentious Politics in Turkey », *Ethnopolitics*, 5 (2), juin 2006, p. 136.

l'ont fait renoncer à son projet de fermer les établissements de plaisir du « quartier rouge », pourtant légalement autorisé. Les quelques initiatives visant à instaurer une ségrégation sexuelle dans les transports publics ou à imposer que les patientes soient soignées exclusivement par des femmes sont également demeurées sans suite et, dans certains cas, se sont heurtées à un désaveu des cadres du RP[9].

Toujours dans cette perspective moralisatrice, certains maires ont tenté de « nettoyer les ondes » : le maire RP d'Ağrı, dans l'Est du pays, a refusé d'accorder leurs licences d'exploitation à des chaînes télévisées diffusant des programmes jugés par lui « immoraux ». Plus récemment, la mairie AKP d'Istanbul a refusé l'attribution d'espaces publicitaires à une grande marque de maillots de bains[10]. Des maires ont fait enlever des statues « trop dénudées », mais la plupart des tentatives visant à promouvoir une statuaire plus décente ont échoué face au tollé, mi-indigné, mi-moqueur, qu'elles ont soulevé dans les milieux libéraux et kémalistes.

La production d'espaces urbains conservateurs

Ces politiques ne se limitent pas à la dimension symbolique et morale, elles interviennent également dans la production et la réorganisation des espaces urbains. Dans ce domaine, le nouvel ordre attribue de façon explicite une place plus importante à l'islam, par exemple à travers des aménagements de la vie quotidienne en fonction des impératifs rituels. La mairie RP de Kayseri a ainsi rendu les transports publics gratuits lors des fêtes religieuses[11].

De nouvelles mosquées ont été construites, y compris dans des quartiers alévis[12] comme Gazi à Istanbul. À Gaziosmanpaşa, de 1994 à 1999, plus de sept emplacements prévus par les plans d'aménagement pour être des espaces verts ont été, sans concertation, affectés, entièrement ou en partie, à d'autres usages, plus religieux et partisans : édification d'un lycée religieux, d'une mosquée, d'un cours coranique[13]. La mairie RP de Konya a soutenu financièrement des

9. J.-F. Pérouse, « Le nouvel ordre urbain du Refah : urbanisation, gestion urbaine et urbanisme à Istanbul depuis mars 1994 », art. cité, p. 282, 284.

10. « Istanbul Belediyesi'nden Zeki Triko'ya Gizli Sansür » (Une censure secrète de la municipalité d'Istanbul contre Zeki Tricot), *Vatan*, 8 octobre 2006, cité dans Menderes Çınar, Ümit Cizre, *Turkey between Secularism and Islam: The Justice and Development Party Experience*, Milan, ISPI (Istituto per gli Studi di Politica Internazionale) Working Papers, 2007, p. 21.

11. Ali Ekber Doğan, *Eğreti Kamusallık. Kayseri örneğinde İslamcı belediyecilik* (Publicité précaire. Le municipalisme islamiste à l'exemple de Kayseri), Istanbul, İletişim, 2007, p. 41.

12. Les alévis, hétérodoxes, ne fréquentent pas les mosquées. Ils représentent entre 10 % et 25 % de la population de Turquie.

13. J.-F. Pérouse, « Le nouvel ordre urbain du Refah : urbanisation, gestion urbaine et urbanisme à Istanbul depuis mars 1994 », art. cité, p. 285.

foyers d'étudiants de fondations religieuses, dont certaines, de notoriété publique, sont liées à des confréries illégales. Les municipalités RP ont adjoint des salles de prière aux nouveaux centres sportifs [14].

Cet encouragement de la pratique religieuse s'accompagne de la diffusion de certaines valeurs que l'on peut qualifier de conservatrices, comme celles qui vantent l'image de la mère et de la femme au foyer. Certaines municipalités ont fermé des bibliothèques et des centres éducatifs pour les femmes, souvent pour les remplacer par des cours coraniques. Quand ces structures étaient indépendantes des mairies, des militants RP ont mis en œuvre des pratiques de harcèlement : des femmes voilées ont occupé toute la journée les locaux des centres de formation, priant si fort qu'elles ont empêché la tenue des activités [15]. Ce conservatisme se manifeste également par la multiplication d'espaces publics dans lesquels on se rend prioritairement en famille : parcs, aires de jeux et fontaines, cantines publiques permettant de distribuer les repas, notamment rituels. La promotion d'autres types d'infrastructures comme les centres sportifs ou les foyers pour étudiants démontre l'attention accordée à l'encadrement de la jeunesse. Tous ces espaces contribuent à une socialisation menée sous l'égide des valeurs conservatrices [16]. En outre, certaines mairies RP ont soutenu des projets de logements sociaux religieusement corrects et respectueux de l'intimité familiale dans lesquels il était envisagé de séparer physiquement les familles des célibataires, et de construire les bâtiments de telle sorte qu'aucune cuisine ni aucune chambre ne donne sur un espace public [17]. Même si certains n'ont pas vu le jour, ces projets montrent à quel point des conceptions précises de la vie en société peuvent marquer, voire transformer l'urbanisme.

Il convient cependant de mentionner des évolutions sensibles au niveau de la visibilité de l'islam. Les premières expériences municipales islamistes (RP surtout) ont été les plus radicales d'un point de vue symbolique et religieux. Dès la fin des années 1990 cependant, ces deux dimensions ont perdu en visibilité pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce que certaines initiatives d'inversion symbolique ou d'islamisation de l'espace urbain ont provoqué des réactions tellement virulentes de l'opinion que les élus ont été obligés de se rétracter. Certaines d'entre elles ont été également suivies de sanctions

14. A. E. Doğan, *Eğreti Kamusallık. Kayseri örneğinde İslamcı belediyecilik*, (Publicité précaire. Le municipalisme islamiste à l'exemple de Kayseri), *op. cit.*, p. 41, 84.

15. Jenny White, « Pragmatists or Ideologues? Turkey's Welfare Party in Power », *Current History*, 96, janvier 1997, p. 29.

16. A. E. Doğan, *Eğreti Kamusallık. Kayseri örneğinde İslamcı belediyecilik*, (Publicité précaire. Le municipalisme islamiste à l'exemple de Kayseri), *op. cit.*, p. 41, 239 et suivantes.

17. J.-F. Pérouse, « Le nouvel ordre urbain du Refah : urbanisation, gestion urbaine et urbanisme à Istanbul depuis mars 1994 », art. cité, p. 282.

judiciaires : le premier maire RP de Kayseri a été déchu de son mandat et condamné à cinq mois de prison pour avoir déplacé un buste d'Atatürk. Ensuite, parce qu'à ces sanctions et rétractations individuelles s'est ajoutée, de façon plus générale, une surveillance accrue des islamistes par certaines institutions, principalement l'armée et la justice, après le coup d'État virtuel de 1997. Les effets de cette surveillance ont été décisifs pour l'aggiornamento de l'AKP dont le quartier général a entrepris alors de contrôler les initiatives trop ouvertement religieuses ou provocatrices de certaines de ses municipalités. Celle de l'arrondissement de Tuzla (Istanbul), par exemple, a publié en 2006 une brochure réprouvant les poignées de mains entre hommes et femmes ainsi que l'usage des contraceptifs, et justifiant sur une base religieuse la polygamie et le mariage des femmes à partir de 9 ans. Le QG de l'AKP a réagi aussitôt en faisant passer une directive interne enjoignant aux municipalités de cesser toute publication d'écrits religieux et leur rappelant qu'émettre des *fatwas* ne figurait pas dans la liste de leurs prérogatives [18]. Cette attitude se distingue nettement de celle du RP, dont la direction n'avait jamais désapprouvé les prises de position de ses municipalités, même lorsque le maire de Sincan (arrondissement d'Ankara) organisa en 1997 une « Nuit de Jérusalem » à l'occasion de laquelle il décora la ville d'affiches du Hamas et du Hezbollah et fit intervenir l'ambassadeur d'Iran, donnant lieu à l'intervention d'un régiment de chars venus « manœuvrer » dans le centre ville. En fait, le véritable souci de la direction de l'AKP est moins de contrôler ses mairies que de neutraliser la frange la plus islamiste du parti qui se manifeste, entre autres, dans certaines municipalités. Enfin, dernier facteur d'affaiblissement des dimensions symbolique et religieuse, le changement de statut des islamistes une fois arrivés aux commandes municipales : dès 1999 et plus encore en 2004, les challengers du début des années 1990 se sont transformés en équipes en place, cherchant à être reconduites dans leurs mandats, fût-ce sous une étiquette nouvelle. Au discours de rupture initial se sont substituées des campagnes sur bilan et des promesses de gestion efficace. Contrairement à ses prédécesseurs, l'AKP a délaissé l'idéologie pour un programme réformiste, présenté comme un ajustement technique aux nouvelles contraintes du monde contemporain, notamment la bonne gouvernance [19]. Mais sur quoi ce bilan s'appuie-t-il ? Les partis islamistes ont-ils réellement mis en place de nouvelles pratiques de gouvernement ?

18. T. Yılmaz, « Gömlek Genelgesi » (La circulaire de la chemise), *Hürriyet*, 1er juin 2006.
19. M. Çınar, Ü. Cizre, *Turkey between Secularism and Islam: The Justice and Development Party Experience*, *op. cit.*, p. 5.

Le pouvoir municipal islamiste : transparence et démocratie directe *versus* corruption et clientélisme ?

Les candidats islamistes, qui ont abondamment dénoncé la corruption des fonctionnaires et des élus locaux, ont promis de lutter contre les pratiques clientélistes supposées des équipes sortantes. Les islamistes n'ont pas l'exclusivité du registre de l'honnêteté et de la moralité, mais ils l'ont mobilisé de façon plus insistante, et plus religieuse, que les autres partis.

Suivant en cela les directives partisanes, de nombreuses municipalités RP affichaient dans les années 1990 : « Il n'y a pas de pot-de-vin dans cette mairie. Celui qui donne le pot-de-vin comme celui qui le reçoit sont condamnés ». La municipalité d'Ümraniye (Istanbul) a rendu payants certains services (ramassage des ordures, enregistrement des titres de propriété) qui étaient officiellement gratuits sous les précédentes administrations, mais pour lesquels étaient en réalité prélevées des taxes informelles sous forme de *bakchich*. Selon certains observateurs, les mairies islamistes ont été appréciées, surtout dans leurs premières années d'exercice, pour être moins corrompues et meilleures gestionnaires que certaines municipalités social-démocrates sortantes qui s'étaient illustrées par des malversations retentissantes. Cependant, les islamistes n'ont pas échappé aux scandales et de nombreux maires ont dû répondre, devant l'opinion voire les tribunaux, d'accusations de corruption. Melih Gökçek, maire RP, FP puis AKP d'Ankara, a été par exemple accusé d'utilisation de fonds publics au profit de cours coraniques et de foyers d'étudiants liés à des confréries interdites, ainsi que de fourniture illégale de terrains et d'opportunités d'affaires à des responsables du parti et à leurs familles[20].

Il semble également que les pratiques d'attribution préférentielle de postes municipaux se soient perpétuées. De nombreux employés, voire des cadres ou des hauts fonctionnaires qui n'étaient pas membres du RP ont souvent démissionné après avoir été reclassés dans des emplois qui ne correspondaient en rien à leurs anciennes fonctions (l'ancien directeur des affaires juridiques de la municipalité de Van a été affecté à un poste de jardinier après l'arrivée de l'équipe RP en 1989) ; ceux qui n'étaient pas fonctionnaires ont été purement et simplement renvoyés : en 1993, l'arrivée du RP à la mairie de l'arrondissement de Kağıthane (Istanbul) s'est traduite par le licenciement de 245 personnes qui avaient été employées par l'équipe social-démocrate sortante. De fait, beaucoup de mairies islamistes ont privilégié l'allégeance partisane

20. U. Akıncı, « The Welfare Party's Municipal Track Record: Evaluating Islamist Municipal Activism in Turkey », art. cité, p. 88-89.

au détriment du mérite dans leur gestion du personnel. Le fait que l'organisation du RP ait accusé Tayyip Erdoğan de « traîtrise », quand celui-ci, fraîchement élu maire d'Istanbul en 1994, a recruté du personnel non partisan[21], semble indiquer que le parti cautionnait en sous-main la préférence partisane à l'embauche. Erdoğan a d'ailleurs reconnu en 1998 qu'il n'avait pas réussi à mettre fin aux pratiques de corruption dans sa propre mairie[22].

Les modalités d'attribution des marchés publics s'inscrivent elles aussi dans la continuité des arrangements des périodes précédentes. Elles sont restées aussi opaques que par le passé et privilégient les entreprises qui entretiennent des liens avec les responsables partisans : l'entreprise de travaux publics Albayrak, qui avait soutenu la campagne du RP en 1994, s'est ainsi vue octroyer plusieurs marchés intéressants à Istanbul dans des conditions peu transparentes[23]. Pour obtenir un permis de construire de la municipalité d'arrondissement RP d'Eminönü (Istanbul), une donation à une fondation islamiste est un atout. La municipalité métropolitaine RP d'Istanbul a même admis que les donations en provenance de sociétés ou de personnes projetant d'entreprendre des constructions illégales permettaient de financer une bonne partie des primes versées aux employés municipaux[24]. À Kayseri, une subvention au club de football municipal facilite toujours l'obtention d'un marché public au tournant des années 2000[25].

Enfin, comme les autres partis, les islamistes semblent entretenir et étendre leurs groupes d'obligés par la distribution de rentes urbaines. On serait donc porté à conclure à une relative continuité entre les pratiques de gouvernement des anciennes équipes municipales et celles des islamistes en place depuis une quinzaine d'années. Il serait en outre tentant d'interpréter ce constat comme une adaptation des islamistes aux contraintes sociopolitiques qu'imposent le fonctionnement institutionnel et les conceptions populaires du politique[26]. Mais on ne peut guère aller plus loin. Comment savoir si ces

21. Baki Koşar, « Büyükşehire büyük öfke » (Grosse colère envers la municipalité métropolitaine), *Nokta*, 31 juillet-6 août 1994, p. 28, cité dans *ibid*., p. 82, note 32.

22. « Rüşveti bitiremedim » (Je n'ai pas pu mettre fin au bakchich), *Hürriyet*, 3 juillet 1998.

23. *Cumhuriyet*, 10 février 1998, cité dans J.-F. Pérouse, « Le nouvel ordre urbain du Refah : urbanisation, gestion urbaine et urbanisme à Istanbul depuis mars 1994 », art. cité, p. 285, note 13.

24. Sevinç Kara, « Eminönü Municipality and Hizmet Foundation: Serving the People of Eminönü? », *Turkish Daily News*, 18 décembre 1996 ; « Kaçak yapıya ilginç çözüm » (Une solution intéressante aux constructions illégales), *Yeni Yüzyıl*, 27 mars 1995, cités dans U. Akıncı, « The Welfare Party's Municipal Track Record: Evaluating Islamist Municipal Activism in Turkey », art. cité, p. 89, note 75.

25. A. E. Doğan, *Eğreti Kamusallık. Kayseri örneğinde İslamcı belediyecilik* (Publicité précaire. Le municipalisme islamiste à l'exemple de Kayseri), *op. cit*., p. 249.

26. Sur l'intégration des islamistes dans les échanges clientélaires, voir Marie Vannetzel, « Les voies silencieuses de la contestation : les Frères musulmans égyptiens, entre clientélisme et citoyenneté alternative », *Raisons politiques*, 29, février 2008, p. 28.

pratiques ont augmenté ou diminué sous les municipalités islamistes, si elles ont changé de forme ou non, si la part prise par l'organisation partisane y a été plus grande ou au contraire réduite ? Le dévoilement de ce type d'agissements passe par des accusations, des logiques journalistiques et judiciaires qui sont rarement neutres et qui, de ce fait, ne peuvent être considérées comme des témoignages objectifs ou des procédures impartiales. Et les médias *mainstream* sont probablement d'autant plus pointilleux sur ce sujet qu'il s'agit de mairies islamistes. Le principal changement identifiable réside dans la composition des bénéficiaires des rentes, notamment dans leur élargissement à des réseaux religieux. Entre 1989 et 1994, la mairie de Sivas a soutenu, de manière directe ou indirecte, des associations et fondations idéologiquement proches du RP en leur transférant gracieusement des terrains municipaux et en encourageant ses employés à soutenir leurs activités[27].

Un autre changement annoncé des modes de gouvernement des municipalités islamistes concerne la transparence et la démocratie directe. Les islamistes ont pour ambition de redonner aux citoyens un pouvoir d'initiative et de contrôle dont ils auraient été privés. Ce discours sur la proximité avec le peuple et sur la disponibilité des élus est censé rompre avec la supposée distance, indifférence, voire arrogance des équipes passées.

L'expérience de la « table blanche » (*beyaz masa*) illustre ce souci de promotion de la démocratie directe. Ce dispositif d'écoute en direct des propositions et récriminations des administrés, installé dans des bureaux spécialement réservés à cet usage et clairement identifiables en tant que tels, a pour but d'éviter les tergiversations bureaucratiques. Il permet au citoyen d'avoir accès plus facilement aux instances de décision. De plus, les maires islamistes mettent un point d'honneur à participer, physiquement ou, à défaut, en envoyant des messages, aux cérémonies privées comme les mariages ou les funérailles. Dans cette même perspective de proximité, de nombreuses municipalités ont mis en place un « jour du peuple » (*Halk günü*) : dans l'arrondissement d'Ümraniye (Istanbul), le maire RP recevait les habitants dans son bureau un après-midi par semaine. Il écoutait leurs demandes et leurs doléances, et tentait de résoudre leurs problèmes ; souvent, il les orientait vers le réseau d'organisations qui œuvraient en collaboration avec la municipalité. Tous les habitants, partisans ou non, pouvaient venir. Du temps de l'équipe précédente, de telles séances avaient lieu aussi, mais le maire social-démocrate prenait

27. Zeki Coşkun, *Aleviler, Sünniler ve… Öteki Sivas* (Alévis, sunnites et… l'autre Sivas), Istanbul, İletişim, 1995, p. 321-326.

place sur une scène ; elles étaient donc théâtralisées, beaucoup plus distanciées, et n'offraient aucune possibilité de relation interpersonnelle[28].
À tous ces dispositifs s'ajoutent les « assemblées populaires » (*halk meclisleri*), créées dès les premières municipalités RP en 1989 : ces réunions régulières, ouvertes, permettent aux citoyens de poser des questions, d'exprimer des demandes ou des critiques au cours de rencontres avec leurs élus et les responsables de services techniques. Ces derniers rendent des comptes sur les activités de la mairie[29]. Souvent présentées comme une réplique du mode de gouvernement des premiers califes, ces assemblées permettent de donner l'image d'élus proches de leurs administrés, concernés par leurs problèmes, et redevables de leurs actes ; à ce titre, elles participent des dispositifs de campagne des islamistes et de leur stratégie de représentation. Cependant, à Kağıthane, quartier périphérique d'Istanbul, à la fin des années 1990, ces réunions se tenaient dans des cafés fréquentés exclusivement par les hommes – les femmes n'avaient pas voix au chapitre – et elles rassemblaient en priorité les membres ou les sympathisants du RP. Enfin, c'étaient les officiels qui maîtrisaient le temps de parole. De ce fait, ces dispositifs spécifiques révèlent avant tout l'existence d'un style politique populiste et paternaliste. Il n'est pas vraiment question ici de démocratie ou d'autogestion[30] ; la dimension participative est limitée dans la mesure où ces assemblées ne permettent pas aux citoyens de formuler des demandes autrement que dans le cadre établi par les autorités municipales, et les groupes défavorisés ne peuvent participer de façon effective aux politiques de la ville[31].

Configurations de pouvoir et gestion des sociétés locales

Les rapports d'activité montrent que l'action publique des municipalités islamistes présente des spécificités au niveau des priorités et de la composition des recettes et des dépenses. L'extension des services et des infrastructures de base a constitué dès le départ l'une des priorités du RP : promotion du gaz naturel pour remplacer le chauffage au charbon et au lignite générant une pollution importante, mise en place de systèmes efficaces de collecte des eaux usées. La mairie RP d'Istanbul a effectivement beaucoup fait pour

28. J. White, *Islamist Mobilization in Turkey: A Study in Vernacular Politics*, Seattle/Londres, University of Washington Press, 2002, p. 172-174.
29. Ruşen Çakır, *Ne Şeriat ne Demokrasi* **(**Ni la charia ni la démocratie**)**, Istanbul, Metis, 1994, p. 179-180.
30. Yael Navaro-Yahsin, *Faces of the State: Secularism and Public Life in Turkey*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2002, p. 141-143.
31. A. E. Doğan, *Eğreti Kamusallık. Kayseri örneğinde İslamcı belediyecilik* (Publicité précaire. Le municipalisme islamiste à l'exemple de Kayseri), *op. cit.*, p. 244 et suivantes.

améliorer la distribution d'eau potable. Dans les années 1990, de nombreux observateurs ont considéré que les islamistes avaient rendu les services municipaux plus efficaces, en particulier grâce à une gestion réussie de l'épineux problème du transport à Istanbul : « D'une manière générale, les maires Refah ont été plus efficaces (…) que leurs prédécesseurs (…). Les autobus passent, les ordures sont collectées et les services sociaux (…) ont été améliorés »[32].

Des coalitions sociales spécifiques ?

Cette efficacité est due en fait à un changement de prestataires : les mairies islamistes ont massivement privatisé les services de consommation collective et sous-traité certaines activités comme le ramassage des ordures. La municipalité de Kayseri – surtout durant la législature 1999-2004 – s'est retirée des activités de production de biens de consommation collective (elle a notamment beaucoup réduit la quantité de pain subventionné) et des services sociaux accessibles à tous, et elle a privatisé les transports publics[33]. Pour justifier ces mesures, les islamistes ont eu recours à l'argument libéral du (nécessaire) dégraissage des effectifs publics et des impératifs de « gestion moderne ». Parallèlement, les municipalités d'Istanbul et d'Ankara ont fortement augmenté les prix de l'eau, du gaz naturel et des transports publics[34]. Le gouvernement a probablement accordé des facilités financières[35] aux mairies islamistes, quand il était du même bord qu'elles (1996-1997 et depuis 2002), pour leur permettre de fournir à la population de meilleurs services et d'en tirer des bénéfices politiques.

Les islamistes turcs, notamment depuis l'AKP, sont acquis aux principes de la restriction des attributs de la sphère publique, de la privatisation des entreprises étatiques et de la vente des terrains et bien immobiliers du domaine public. Les mairies islamistes se caractérisent également par leur politique en matière de gestion du personnel : en 2003, la mairie AKP de Kayseri employait 971 personnes contre 1 463 dix ans plus tôt. Dans ce domaine, les dépenses sont désormais moins importantes que celles consacrées à l'achat de

32. J. White, « Pragmatists or Ideologues? Turkey's Welfare Party in Power », art. cité, p. 26.

33. A. E. Doğan, *Eğreti Kamusallık. Kayseri örneğinde İslamcı belediyecilik* (Publicité précaire. Le municipalisme islamiste à l'exemple de Kayseri), *op. cit.*, p. 38-39, 212 et suivantes.

34. Göksel Özköylü, « Üç yıl önce, üç yıl sonra » (Trois ans avant, trois ans après), *Radikal*, 27 mars 1997, cité dans U. Akıncı, « The Welfare Party's Municipal Track Record: Evaluating Islamist Municipal Activism in Turkey », art. cité, p. 80, note 22.

35. Une part prépondérante du budget des municipalités est constituée de transferts du Trésor, dont les montants pouvaient être influencés par le pouvoir central, lequel joue également un rôle déterminant dans le déblocage de fonds pour les gros projets, notamment d'infrastructures.

biens et de services, qui, elles, ont beaucoup augmenté. Désormais, la municipalité est de moins en moins un employeur, elle se charge surtout de gérer les services municipaux. Parallèlement, la part du budget municipal consacrée aux appels d'offres a beaucoup augmenté, ainsi que les dépenses dans les secteurs du BTP, de la construction et du logement[36].

Les groupes sociaux qui soutiennent les mairies et exercent une influence sur les politiques municipales et la distribution des rentes urbaines ont eux aussi changé. À Kayseri, depuis 1994, les entrepreneurs privés, notamment de PME, et en particulier des secteurs commercial et du BTP, sont de plus en plus nombreux dans le conseil municipal, tandis que la municipalité sortante social-démocrate s'appuyait sur une coalition d'employés syndiqués et était assez éloignée des milieux patronaux. Parmi les candidats désignés par les islamistes figurent également des noms issus de la grande industrie locale. En revanche, les fonctionnaires et employés sont moins nombreux ; quant aux milieux populaires, si importants en tant que base électorale et dans le discours des partis islamistes, ils ne sont pas représentés dans le conseil municipal[37].

Les partis islamistes sont pourtant arrivés au pouvoir municipal avec un programme social : « l'ordre juste » qu'ils voulaient instaurer signifiait plus d'égalité et d'attention aux humbles. Des programmes sociaux prévoyaient à l'intention des plus démunis l'attribution de bourses et de logements, la fourniture de services sanitaires, de titres de transports en commun, de charbon et de biens de première nécessité à des prix modiques, voire gratuitement. Cependant, tout en dénonçant les injustices les plus criantes, les islamistes ne remettaient pas en cause l'ordre sociopolitique existant, ils proposaient des aménagements et une meilleure régulation de l'existant, sur le mode de la réduction des disparités ainsi que de la redistribution volontaire et de l'assistance[38]. En matière de logement social, les promesses de redistribution ont été supplantées par une logique de profit. En 1998, seules quatre des douze opérations de logements sociaux envisagées par la mairie métropolitaine RP d'Istanbul depuis 1994 étaient réalisées ou en passe de l'être, ce qui représentait 7 540 appartements sur les 200 000 annoncés. En outre, la finalité d'origine a été dévoyée : seul un quart des appartements mis sur le marché à cette date avait été attribué à des nécessiteux ; le reste avait été commercialisé, quand il n'avait pas fait l'objet de spéculations. Peu de choses ont été faites pour réduire les inégalités sociales. Du fait de sa gestion

36. A. E. Doğan, *Eğreti Kamusallık. Kayseri örneğinde İslamcı belediyecilik* (Publicité précaire. Le municipalisme islamiste à l'exemple de Kayseri), *op. cit.*, p. 216 et suivantes, 224, 242.

37. *Ibid.*, p. 210 et suivantes, 273.

38. J.-F. Pérouse, « Le nouvel ordre urbain du Refah : urbanisation, gestion urbaine et urbanisme à Istanbul depuis mars 1994 », art. cité, p. 280.

libérale, laquelle encourage les opérations immobilières privées – notamment celles portant sur des cités privées de standing –, la municipalité RP d'Istanbul a même contribué à l'accentuation de la ségrégation socio-spatiale [39]. On constate donc dans les faits des contradictions – et des arbitrages – entre le souci de justice à dimension morale affiché par les responsables islamistes et les orientations libérales, voire capitalistiques, de leur action. Contrairement à la mairie social-démocrate de Kayseri (1989-1994), qui avait tenté de renforcer sa base populaire en améliorant les biens publics et en initiant de grands projets d'infrastructure notamment dans les quartiers défavorisés, les islamistes ont lancé peu de projets de ce type et se sont retirés des biens publics ; pour renforcer leur base populaire, ils ont plutôt misé sur l'augmentation des activités sociales [40].

Des municipalités au centre de réseaux de bienfaisance

Il s'avère, à l'épreuve des faits, que l'une des caractéristiques des mairies islamistes est l'importance qu'elles accordent aux activités de bienfaisance. Cela tient à l'implantation massive du RP dans les quartiers défavorisés des villes : c'est justement en agissant comme prestataire efficace de services que le parti a obtenu le soutien des couches défavorisées et a pu accéder au pouvoir.

Les municipalités islamistes se distinguent par des activités de charité spécifiques : ce sont les seules, par exemple, à prendre en charge des cérémonies de circoncision et de mariage collectifs ; durant le Ramadan, certaines d'entre elles distribuent de la nourriture et organisent des animations. En dehors de ces activités ponctuelles, les mairies ont fourni à leurs soutiens plus de biens et de services que leurs concurrents, non seulement avant les élections, mais aussi une fois en place [41]. Depuis 1994, le nombre de familles bénéficiant quotidiennement de dons de nourriture, de charbon, de médicaments est passé à Kayseri de 1 500 à 10 000 ; durant le Ramadan, 16 500 personnes bénéficient de l'aide alimentaire ; au début de l'année scolaire, la mairie distribue des fournitures aux plus nécessiteux ; elle a également augmenté les capacités d'accueil de la maison de retraite de 75 à 500 personnes. Cet activisme social passe par une redéfinition de la catégorie des « nécessiteux » : il ne s'agit plus seulement des personnes âgées, isolées, handicapées ou sans revenus, mais de groupes plus

39. *Ibid*., p. 286.

40. A. E. Doğan, *Eğreti Kamusallık. Kayseri örneğinde İslamcı belediyecilik* (Publicité précaire. Le municipalisme islamiste à l'exemple de Kayseri), *op. cit.*, p. 18-19, 219.

41. J. White, *Islamist Mobilization in Turkey: A Study in Vernacular Politics*, *op. cit*., p. 186.

larges, comprenant les personnes ayant des emplois précaires, temporaires, rémunérées au salaire minimum ou socialement non couvertes[42].

Les actions de bienfaisance sont assurées non seulement par les municipalités – qui se contentent souvent de mettre à disposition des infrastructures et du personnel – mais aussi par des réseaux dans lesquels interviennent le parti, des fondations pieuses, certaines associations ainsi que des donateurs privés issus notamment des milieux d'affaires. La plupart des municipalités islamistes entretiennent des relations étroites avec des fondations charitables. La plus importante d'Ümraniye a été créée peu après la victoire du RP aux municipales de 1994, et son premier directeur était membre du parti. À Sivas aussi, une fondation dirigée par le maire a été créée peu après la victoire du RP ; la mairie s'appuie aussi sur d'autres fondations pieuses dans le domaine des services sociaux et culturels[43]. Théoriquement, il est illégal pour une organisation civile d'être liée à un parti : à Ümraniye, la fondation et les associations intégrées à son réseau de bienfaisance insistent sur leur indépendance vis-à-vis du parti et de l'administration municipale. Cependant, malgré une autonomie formelle, municipalité, parti et fondation ont en partie le même personnel et identifient ensemble les bénéficiaires de leur bienfaisance[44].

Les distributions se font en nature – sous forme de vêtements, de nourriture, de charbon, de meubles, de titres de transport, d'aide pour la recherche d'emploi – ou en espèces – bourses d'études, participation aux frais médicaux ou aux dépenses occasionnées par des cérémonies de mariage ou de circoncision. Les fondations peuvent également trouver des emplois ou recommander les personnes en recherche d'emploi dans des entreprises qui leur sont liées *via* des réseaux personnels. Or ces fondations ont peu de ressources propres. Celle de Kayseri ne fonctionne que grâce à des dons d'hommes d'affaires, qui sont par ailleurs ses dirigeants ; la bienfaisance étant considérée comme un acte d'essence religieuse, ces derniers bénéficient en retour de la valorisation de leurs actes au sein des milieux conservateurs qui les soutiennent[45]. Cette valorisation permet aux municipalités de faire plus facilement appel à des donateurs pour la réalisation de certains projets et donc de s'appuyer sur des financements extérieurs.

Pour identifier les nécessiteux, les fondations ont recours à des acteurs « de base » : à Ümraniye, des militants RP désignés comme « observateurs de

42. A. E. Doğan, *Eğreti Kamusallık. Kayseri örneğinde İslamcı belediyecilik* (Publicité précaire. Le municipalisme islamiste à l'exemple de Kayseri), *op. cit.*, p. 217, 234, 248, 255, 260.

43. Z. Coşkun, *Aleviler, Sünniler ve… Öteki Sivas* (Alévis, sunnites et… l'autre Sivas), *op. cit.*, p. 323-324.

44. J. White, *Islamist Mobilization in Turkey: A Study in Vernacular Politics*, *op. cit.*, p. 178.

45. Sur la valorisation de l'évergétisme, voir aussi Élise Massicard, « Entre l'intermédiaire et "l'homme d'honneur" : savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie », *Politix*, 67, 2004, p. 101-127.

quartier » avaient formé avec des voisins et des connaissances des groupes de volontaires qui avaient pour mission de suivre les habitants dans un certain nombre de rues, de faire du porte-à-porte, de repérer les familles dans le besoin et de les informer sur les campagnes de la municipalité. Grâce à ce type de repérage, qui s'appuyait sur un contrôle social exercé directement par le voisinage, lequel s'enquérait, par exemple auprès de l'épicier du quartier, du train de vie des familles concernées, les observateurs faisaient remonter l'information collectée jusqu'à la fondation et la mairie. Ils permettaient ainsi à la première de mettre à jour son registre et à la seconde de nourrir la banque de données centrale informatisée du parti. Quand un décès survenait dans une famille ou quand un mariage avait lieu, les responsables partisans étaient alors en mesure d'envoyer aussitôt leurs condoléances ou de féliciter les jeunes mariés. Il arrivait également que des associations ayant pour mission d'aider la population originaire de telle ou telle province, plus ou moins liées au parti, soient chargées de participer à l'identification des nécessiteux au sein de cette population et à la distribution ciblée des aides.

Ces réseaux de bienfaisance font donc intervenir divers acteurs, institutionnels ou privés, de l'homme d'affaires au militant issu de quartiers défavorisés en passant par les réseaux de voisinage. Leurs activités permettent d'attacher à la mairie à la fois les donateurs – pour lesquels cet évergétisme représente un engagement important dont ils attendent un « retour sur investissement » – et les bénéficiaires. Les municipalités islamistes médiatisent abondamment cette charité, donnant ainsi d'elles l'image d'équipes concernées qui gouvernent des villes dans lesquelles règne la solidarité. Or il ne s'agit pas de services publics ouverts à tous ; les aides sont destinées à des personnes précises, elles-mêmes désignées par des intermédiaires, ciblage qui donne toute son importance à l'attribution des aides en question. Ce mode de gestion des sociétés locales s'appuie donc non seulement sur des réseaux de solidarité, mais aussi sur les liens des personnes aux institutions qui les désignent comme bénéficiaires[46]. Or ces réseaux de circulation d'informations et de ressources révèlent certains traits organisationnels qui sont spécifiques, en Turquie, des partis islamistes : c'est le RP qui a mis en place ce maillage très dense de la base – indépendant des confréries ou des groupes strictement religieux, ainsi que, partiellement, du RP lui-même, et qui a été repris par le FP et, en grande partie, par l'AKP ; aucun autre parti en Turquie ne dispose d'une telle organisation[47]. Le RP fonctionnait déjà comme pourvoyeur de services sociaux alternatifs, alors

46. A. E. Doğan, *Eğreti Kamusallık. Kayseri örneğinde İslamcı belediyecilik* (Publicité précaire. Le municipalisme islamiste à l'exemple de Kayseri), *op. cit.*, p. 234, 247, 249, 272.

47. J. White, *Islamist Mobilization in Turkey: A Study in Vernacular Politics*, *op. cit.*, p. 18-19, 178 et suivantes, 184, 189.

même qu'il n'avait pas encore accès aux ressources institutionnelles. C'est au niveau des formes de distribution et des modes de gestion des sociétés locales que l'on voit le mieux comment ont été transposées les pratiques de militantisme qui furent à l'origine du succès électoral des islamistes.

Les islamistes ont transformé l'institution municipale en Turquie, en y introduisant des manières de faire et des visions spécifiques, d'abord développées au sein du parti. Jusqu'à sa dissolution en 1998, le RP a soigneusement veillé à contrôler ses élus et à encadrer l'exercice quotidien de leurs fonctions : ainsi, les municipalités RP étaient gouvernées avant tout en fonction d'un programme idéologique[48]. Cependant, cette relation symbiotique entre mairie et parti s'est progressivement affaiblie. L'interdiction du RP puis du FP, la répression et le contrôle auxquels les islamistes ont été soumis à partir de 1997, mais aussi les groupes de pression et les mobilisations ont obligé les maires à nuancer la dimension « symbolique » si forte de leurs premières expériences, à accepter des compromis et à revenir sur plusieurs de leurs actions et déclarations les plus radicales.

Par ailleurs, les équilibres institutionnels ont évolué en faveur des maires. Jusqu'à récemment, les municipalités dépendaient pour une grande partie de leur budget du bon vouloir du gouvernement et des dirigeants partisans. Avec les réformes des pouvoirs locaux votées par l'AKP depuis 2004, les maires ont désormais une autonomie beaucoup plus grande dans ce domaine, ainsi que des prérogatives, notamment économiques, élargies[49]. Ils ont su tirer profit de leur position à l'intersection de sous-systèmes d'action (administratif, territorial, politique...) et de leur accès privilégié aux ressources locales pour s'émanciper du QG partisan. Les ralliements de convenance de politiciens locaux ayant un passé dans les partis de droite libérale, conservatrice ou nationaliste – l'AKP étant le parti le plus prometteur pour les élections municipales de 2004 – ont accentué cette tendance[50]. On assiste donc à un renouvellement et à une diversification sociologique du personnel municipal, qui n'est plus exclusivement issu des rangs des partis islamistes. Parallèlement, les pratiques de pouvoir se sont différenciées, en fonction des personnalités des maires et des coalitions sociales en place.

48. A. E. Doğan, *Eğreti Kamusallık. Kayseri örneğinde İslamcı belediyecilik* (Publicité précaire. Le municipalisme islamiste à l'exemple de Kayseri), *op. cit.*, p. 202.

49. É. Massicard, « Régionalisme impossible, régionalisation improbable : la gestion du territoire en Turquie à l'heure du rapprochement avec l'Union européenne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 39 (3), 2008, p. 172-203.

50. Le maire d'Adana, élu du Parti de la Mère Patrie (Anavatan Partisi – ANAP) en 1984, a été réélu en 1994. Il est ensuite passé au Parti de la Juste Voie (Doğru Yol Partisi – DYP) puis est retourné à l'ANAP pour les municipales de 1999 ; il est passé à l'AKP pour les élections de 2004. Le parti dont il sera le candidat en mars 2009 constitue l'un des principaux enjeux de la campagne municipale à Adana.

Au terme de quinze années de mandats municipaux « islamistes », l'observateur est bien en peine de dégager un *ethos* ou un programme propre à un islamisme municipal. Si spécificité il y a, celle-ci se situe davantage dans des modes libéraux de gouvernement des sociétés locales et dans la mise en place de réseaux de circulation des ressources, ainsi que dans les groupes sociaux, eux-mêmes variables, qui soutiennent les municipalités. Ces caractéristiques ont finalement peu à voir avec une vision islamiste au sens strict[51]. ■

Élise Massicard est chargée de recherches au CNRS, Études turques et ottomanes (EHESS), et chercheuse associée à Sciences Po, Centre d'études et de recherches internationales (CERI). Elle travaille sur la sociologie politique de la Turquie contemporaine, notamment sur les partis politiques et les reconfigurations des pouvoirs locaux. Elle a publié, entre autres, *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires* (Paris, PUF, 2005) ; « Differences in Role-orientation among Turkish MPs », *European Journal of Turkish Studies* (numéro thématique « Being a MP in Contemporary Turkey », 3, 2005, **http://www.ejts.org/document499.html**) ; « Entre l'intermédiaire et "l'homme d'honneur" : savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie », *Politix* (67, 2004, p. 101-127) ; « Régionalisme impossible, régionalisation improbable : la gestion du territoire en Turquie à l'heure du rapprochement avec l'Union européenne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (39 (3), 2008, p. 172-203). Adresse électronique : **elise.massicard@ehess.fr**

51. Je tiens à remercier Hamit Bozarslan, Laurence Louër, Élizabeth Picard et Aude Signoles pour leurs commentaires sur une version antérieure de ce texte.